

Monsieur le président, il est appréciable de voir jusqu'à quel point le ministre de l'Industrie semble lui-même intéressé à la décentralisation industrielle, etc. Or, dans ses crédits, il n'en est pas tellement question. Tous les députés réclament à grands cris la décentralisation industrielle. Au fait, nous entendions tout à l'heure l'honorable député de Lotbinière (M. Choquette) nous dire que nous devrions faire cesser cet exode des ruraux vers les centres urbains, là où les industries existent en quantité, et qu'on devrait décentraliser au point de créer, dans chacune des circonscriptions ou à proximité des villes, des industries qui donneraient un essor économique à toutes les circonscriptions canadiennes.

Le député de Sherbrooke (M. Allard), mentionnait, lui, que sa région comptait une douzaine d'industries dans le domaine des produits textiles. Il mentionnait également un point très intéressant, savoir que des industriels canadiens ont établi des succursales ou des filiales dans des pays d'Orient, dans des pays au delà du Pacifique, soit au Japon, soit en Chine, là où ils peuvent recruter une main-d'œuvre beaucoup moins dispendieuse que celle qui existe au Canada.

Il y a même des industries canadiennes qui «opèrent» au Japon et en Chine, pour nous ramener des produits textiles et se concurrencer elles-mêmes. C'est du moins ce que je déduis des affirmations faites tout à l'heure par le député de Sherbrooke, et je n'en suis pas surpris.

Dans le domaine des appareils électriques, des filiales fabriquent ces appareils en très grande quantité au Japon, et on nous rapporte cela au Canada. Aux États-Unis, les fabricants se concurrencent eux-mêmes en important des produits manufacturés au Japon. Les mêmes industriels se font une concurrence avec des produits fabriqués, d'une part, au Canada et, d'autre part, au Japon.

Est-ce bien honnête à l'égard de l'industrie canadienne, du peuple canadien, du gouvernement canadien? Est-ce bien honnête de laisser agir des industriels de cette façon?

Monsieur le président, nous avons d'autres exemples concrets. Je viens d'une région minière que le ministre de l'Industrie connaît bien. Nous avons là-bas des mines de cuivre, le fer, d'or, de zinc, de lithium, bref, des mines d'à peu près n'importe quoi. Une des plus importantes compagnies minières de chez nous est la *Noranda Mines*, qui produit de l'or, du cuivre et du zinc en grande quantité.

Or, il n'y a pas tellement longtemps, les dirigeants de *Noranda Mines* décidaient de construire une raffinerie pour affiner le zinc extrait de notre sous-sol. Or, je ne sais par quel tour de force, mais imaginez-vous que

l'affinerie de zinc fut construite à Valleyfield, près de Montréal, au lieu d'être construite dans notre région immédiate, ce qui aurait favorisé la création de centaines d'emplois chez nous. A ce moment-là, étant donné les circonstances et le fait que nous vivons dans un climat rigoureux, bref, que nous ne pouvons pas établir chez nous n'importe quelle sorte d'industrie nouvelle, le ministre de l'Industrie aurait pu s'opposer à la construction de cette raffinerie à Valleyfield et suggérer qu'elle soit construite dans notre région, puisqu'on y aurait traité sur les lieux les métaux existant chez nous. Le ministre de l'Industrie du gouvernement fédéral et celui du gouvernement provincial ne s'en sont pas occupés.

Actuellement, à Marlartic, on parle de fermer les mines d'or, parce que les subventions que le gouvernement leur verse sont simplement pour permettre aux mines d'or de mourir lentement, puisqu'on peut les voir disparaître. Si l'on continue à verser des subsides, c'est simplement au point de vue social, c'est-à-dire pour maintenir les familles dans des agglomérations, dans des petites villes, comme on appelle cela chez nous.

Pourquoi le gouvernement ne prend-il pas actuellement des mesures pour encourager, par exemple, l'exploitation de nouvelles mines de fer dans notre région? il y a un immense potentiel de minerai de fer dans la région de Val-d'Or-Marlartic-Senneville, et je conçois qu'il n'est pas du domaine du gouvernement d'ouvrir des mines, de les mettre en «opération»; mais si le gouvernement, grâce à son commerce extérieur, trouvait un ou des débouchés, comme on l'a fait pour le fer de l'Ungava, on verrait au moins une dizaine de compagnies minières entrer en «opération» d'ici douze mois dans le nord-ouest de la province de Québec. A ce moment-là, le gouvernement ferait preuve de bonne volonté à l'endroit d'une région qui a besoin d'aide.

J'ai dit tout à l'heure que notre région comptait des mines de cuivre en quantité. La mine Noranda en est une; au fait, c'est probablement la plus grosse compagnie minière du genre au Canada. Elle produit du cuivre en quantité; ce cuivre est coulé en panneaux ou en palettes, après quoi il est expédié à Montréal, à la *Canada Wire*, une succursale de la compagnie Noranda, où l'on en fait du fil de cuivre, toutes sortes de choses en cuivre.

Le ministre de l'Industrie a-t-il consulté les autorités et les actionnaires de la mine Noranda, comme il se le devrait, dans le dessein de leur suggérer d'ouvrir une succursale, ou établir des industries secondaires dans notre région, pour y traiter sur les lieux les richesses extraites du sous-sol de Rouyn-